

Réponse à la Déclaration gouvernementale

du 13 octobre 2009

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,
Chers Collègues,

Monsieur Van Rompuy nous a tenu hier le langage d'un capitaine de vaisseau. Il nous a mis en garde contre la zone de turbulence que nous traversons depuis des mois, nous a avoué son incapacité à infléchir, seul, la direction du vent, et nous a fait part de sa volonté à maintenir un cap.

Homme libre, toujours tu chériras la mer... disait Charles Baudelaire.

J'espère que le capitaine Van Rompuy ne songe guère à nous mener en bateau... Et j'espère surtout qu'il est bien cet *homme libre* dont notre pays a tant besoin. Mais comment en être sûr, alors que notre Premier Ministre – au demeurant honnête, cultivé et cordial – demeure l'otage des manipulateurs du FMI, des bellicistes américains, des mondialistes et des lobbies immigrationnistes ? Ses galons dorés, je vous le dis, ne doivent pas faire illusion.

Cinq axes, cinq priorités, déterminent le projet de gouvernement 2009-2011 de M. Van Rompuy :

- la lutte contre la crise financière provoquée par les banquiers internationaux et les spéculateurs de tous poils ;
- la réforme des institutions ;
- le modèle belge d'Etat providence ;
- le clin d'oeil intéressé aux écologistes ;
- les chaînes qui nous entravent, nous asservissent à l'OTAN et à l'impérialisme yankee (M. Van Rompuy parle, lui, de « globalisation », de « mondialisation »).

On nous parle donc, en premier lieu, de la « poursuite de la lutte contre la crise ». On nous dit qu'il ne « suffit pas de soutenir le pouvoir d'achat » – les gens qui travaillent dur pour vivre décemment apprécieront ! –, mais qu'« il s'agit, autant que faire se peut, d'éviter les pertes d'emplois ». *Autant que faire ce peut...* – là, les futurs chômeurs, ouvriers qualifiés, employés, fonctionnaires sacrifiés à leur tour sur l'autel de l'ultralibéralisme, auraient peut-être, eux aussi, leur mot à dire...

M. Van Rompuy avoue, pour le budget de 2009, une régression de plus de 3%. On a enregistré cette année la perte de 35 000 emplois.

Et l'on prévoit pour 2010 une nouvelle perte s'élevant à 60 000 emplois. Est-ce un motif de satisfaction pour le gouvernement socialo-libéral ? J'en doute. Oh, certes, M. Van Rompuy et consorts ont évité l'implosion du système financier. Et d'indiquer que la politique de relance a engrangé des résultats positifs. Certes, mais pour qui ? Pour notre peuple ? Nenni ! pour une clique d'aventuriers de la finance anonyme et vagabonde.

Le gouvernement hétéroclite que dirige M. Van Rompuy se targue d'être démocratique. Il n'est, hélas, que ploutocratique... Lorsqu'il affirme qu'« il obligera les institutions financières à contribuer au financement d'un nouveau régime de garantie pour les épargnants », il nous fait sourire. Les banques ont été sauvées par



l'Etat, c'est-à-dire par les consommateurs et par les contribuables. Les banques plaideront leur cause, et le gouvernement cédera. Taxer les banques reviendra, en définitive, à taxer les clients de celles-ci. Plus de frais bancaires pour le quidam et moins de rendement pour les épargnants, voilà ce qu'obtiendra le gouvernement. Et, probablement, une nouvelle fournée de licenciements. Car, je le répète, nous vivons en ploutocratie. En ! Et ces maîtres-là se moquent bien de la Belgique, de la Flandre ou de la Wallonie. Ils n'ont pas de patrie ; ils n'ont que des *intérêts*.

M. Van Rompuy souhaite s'attaquer aux « parachutes dorés ». Bravo ! Lorsqu'on songe que l'indemnité de départ d'un dirigeant de multinationale ou d'administration publique correspond à plusieurs dizaines – voire à plusieurs centaines – d'années de salaire d'un employé lambda, on ne peut qu'applaudir. Mais la mesure prévoit tant d'exceptions qu'elle en devient inefficace – et pour tout dire, qu'elle n'est, dans votre bouche, M. le Premier Ministre, qu'un simple vœux pieux.

dictature ploutocratique Le gouvernement maintiendra en activité les centrales nucléaires. Il attend une importante contribution financière de la part des producteurs d'électricité. Et il nous jure que cette contribution ne sera pas récupérée sur les tarifs. Cette dernière affirmation me semble douteuse. Dans notre pays, le contrôle du prix de l'électricité est loin d'être satisfaisant. Et rien n'est prévu pour que le consommateur soit mieux protégé que par le passé... Une grande partie des équipements nucléaires est amortie depuis des années. Mais l'électricité demeure, en Belgique, l'une des plus chères d'Europe.

Vous nous parlez ensuite de la fraude fiscale. Qu'il faut évidemment combattre. Député depuis 2004, j'ai entendu les mêmes mots prononcés par MM. Vershofstadt et Leterme. Leitmotif des gouvernants. Qu'un fraudeur « porte préjudice à ceux qui se comportent honnêtement et correctement » est une évidence. Faut-il être Premier Ministre pour l'énoncer ? Le contribuable de base, taillable et corvéable à merci, en est, lui, bien conscient.

Puis, vous nous entretenez, M. Van Rompuy, des dépenses liées au vieillissement. Nous nous félicitons, certes, du prolongement de l'espérance de vie dans nos régions. Mais nous appelons aussi, au Front National, à une vigoureuse politique nataliste. Notre avenir ne réside pas dans une immigration massive de populations déshéritées, analphabètes, qui viendront grossir les rangs des chômeurs et des assistés. Notre avenir réside dans une authentique renaissance européenne, fondée sur une natalité féconde, riante, symbole d'espoir, de grandeur et de puissance. Car la puissance, M. Van Rompuy, est synonyme de liberté...

Seuls MM. Poutine et Medvedev – les derniers hommes politiques d'une Europe qui se meurt – osent prôner aujourd'hui une natalité féconde. Eux seuls ont pris, dès 2006, les mesures sociales qui accompagnent obligatoirement cette politique (aide aux mères célibataires, allocations familiales substantiellement réévaluées dès le deuxième enfant).

Revenons au pouvoir d'achat de la population dont vous affirmez qu'« il a été maintenu à niveau » au cours des derniers mois. Et qui « continuera d'augmenter aussi bien en 2010 qu'en 2011 ». Bel optimisme qui vous pousse à affirmer que « la croissance de notre pays n'est pas entravée ». M. le Premier Ministre, vous arrive-t-il de parler avec des gens de la rue, des Belges de souche ordinaires : ouvriers, ménagères, responsables de PME ? Tous vous diront que le pouvoir d'achat diminue d'année en année, et que la fiscalité est de plus en plus oppressante. Que la sécurité sociale est mutilée (vous nous parlez d'un équilibre rétabli vers... 2013). Soyons sérieux, notre pays, comme la plupart des nations européennes, est en voie de paupérisation. Osez donc l'avouer !

Vous avouez d'ailleurs, en page 6 de votre déclaration, que « le chômage augmente chez nous ». Mais, soulignez-vous avec fierté, « le recul de notre économie est moindre que celui de nos voisins ». Beau sujet de satisfaction : *nous sommes atteint d'un cancer en phase terminale, mais rassurez-vous, chers compatriotes, d'autres ont le SIDA...*

Vous constatez – comme tout le monde, d'ailleurs – que la crise financière mondiale a pesé lourd sur les prix internationaux de l'alimentation. Ne serait-il pas opportun aujourd'hui de renégocier la politique agricole commune, concoctée par des bureaucrates ignares ? Vous nous parlez de la TVA qui, pour le secteur HORECA, passera bientôt de 21 à 12 %. Mais vous savez, comme tout client ordinaire d'un restaurant, que pour que chutent les prix d'un menu, il faut réduire la TVA à 6%. L'oserez-vous ? Et quand ?

Vous nous annoncez ensuite une politique du climat – et une législation fiscale teintée de vert. Démagogie oblige. Démagogie qui ne vous empêche point d'avoir les yeux de Chimène pour le trust Suez-Electrabel.

M. Van Rompuy nous affirme que le monde unipolaire appartient au passé. Il semble heureux de constater que « le monde a fait un énorme bond vers une administration planétaire ».

A l'échelle européenne, il nous vante les bienfaits du Traité de Lisbonne. Traité de Lisbonne et Constitution européenne ont été refusés par les peuples hollandais, français et irlandais. Qu'importe ! Les laquais de la « gouvernance mondiale » et de l'« administration planétaire » se moquent bien de la volonté des peuples. Car l'Europe que l'on nous présente n'est, en fait, qu'une anti-Europe, un premier pas vers une dictature mondialiste. Dictature sous laquelle peuples, nations et cultures seront définitivement broyés.

Le Front National est profondément européen. Passionnément européen. Mais pour le FN, l'Europe, c'est la Lorelei, la légende du Cid, le génie de Van Gogh, de Nietzsche et de Dostoïevski. L'Europe, ce sont des hommes et des femmes qui, de génération en génération, ont construit une Histoire commune, riche et grandiose. L'Europe, c'est une civilisation, *notre civilisation*. Ce n'est ni une Banque centrale, ni un quarteron de fonctionnaires internationaux. Ce n'est pas un super-Etat aux frontières floues, où se bousculent islamistes turcs, terroristes de l'UCK et bellicistes de l'OTAN !

Pour l'OTAN, pour les banquiers de Wall Street, pour les mondialistes néo-conservateurs de Washington, M. Le Premier Ministre nous informe que « la Belgique continuera à fournir d'importants efforts militaires ». S'il y a des économies à faire en cette période de crise, pourquoi contribuer chaque jour davantage à l'effort de guerre américain en Afghanistan ? Pour imposer la démocratie et les droits de l'homme à Kaboul ? Personne n'est dupe ! Le Président afghan est l'homme des multinationales du pétrole, l'homme de Bush et d'Obama. Obama, Prix Nobel de la Paix... pour ensanglanter chaque jour l'Irak et l'Afghanistan, avant de se ruer sur l'Iran... lorsque l'opinion publique aura été suffisamment travaillée.



Nos militaires méritent tout notre respect. Mais je préférerais les voir vivre pour la Belgique que mourir pour Kaboul. Il est vrai que ceux qui les envoient mourir au bénéfice exclusif de l'impérialisme américain restent, eux, confortablement installés sous les ors et les cristaux du Palais de la Nation...

Economies, récession, crise, chômage... Quatre mots que le gouvernement réserve exclusivement aux Belges et aux Européens vivant chez nous. Car ce gouvernement « soutiendra ses efforts en matière de coopération au développement ». Comprenons : il continuera à distribuer ses largesses, non aux populations victimes de la faim et de la maladie, mais à quelques tyrans locaux qui, du Gabon à la Géorgie, du Pakistan à l'Afrique du Sud, soutiennent cette « gouvernance mondiale », cet impérialisme qui se cache pudiquement sous le voile « humanitaire »...

Toujours au nom de « l'humanitaire », M. Van Rompuy nous apitoie sur le sort des demandeurs d'asile, des « migrants ». Et de préciser que « ses actions futures viseront à garantir l'accueil » de ceux-ci, toujours plus nombreux.

Il nous propose de naviguer « entre humanité et fermeté ».

Pour tenter de diminuer dans une partie de son électorat l'effet désastreux de la vague de régularisations



qu'il vient de lancer, son gouvernement annonce qu'il veut réformer la loi pénale en prévoyant, dans certains cas, la déchéance de la nationalité. Il prétend rendre la naturalisation « plus exigeante » et envisage de limiter le regroupement familial. Il envisage aussi de sévir contre les mariages blancs (refrain entonné depuis des lustres par tous nos Premiers Ministres successifs).

Ces mesures sont réclamées depuis de nombreuses années par le Front National.

Par absence de volonté politique en matière de contrôle de l'immigration, notre pays a acquis la réputation d'être une terre où il suffit de s'installer pour bénéficier, tôt ou tard, d'une régularisation.

Nous avons à faire face aujourd'hui à une réelle colonisation de peuplement. Colonisation de l'Europe entière par des masses afro-asiatiques, majoritairement musulmanes.

Pour renverser cette tendance, il conviendrait que les mesures annoncées soient drastiques, mais surtout *appliquées*. Or, l'expérience montre que les pouvoirs publics n'ont pas le courage politique et ne se donnent pas les moyens d'appliquer la législation. Les autorités changent la réglementation dès qu'elles rencontrent la moindre difficulté.

Voilà une vingtaine d'années que nos gouvernements annoncent qu'ils vont limiter l'immigration. Comme ses prédécesseurs, le gouvernement actuel ne me paraît pas de composition ni de taille à freiner d'une quelconque manière l'immigration extra-européenne.

Je ne m'étendrai pas non plus sur la question communautaire – que vous passez courageusement sous silence. Mais j'aurais à ce propos un souhait : M. Van Rompuy, vous qui faites appel au refus de la haine, de la crainte, de la méfiance lorsque vous vous lancez dans l'apologie de ce « monde globalisé » qui nous a mené à la crise actuelle, j'espère que vous utiliserez les mêmes mots et ferez appel aux mêmes sentiments lorsqu'il sera temps de résoudre nos problèmes entre Belges. Je suis Wallon, et j'aime la Flandre. J'aime le peuple flamand. Paix aux hommes de bonne volonté, dans le strict respect des droits de chacun.

M. Van Rompuy, vous nous dites qu'il faut maintenir le cap... Je pense au contraire qu'il faut rompre avec l'actuelle politique gouvernementale, rompre avec la politique d'austérité qui frappe les travailleurs et laisse les mains libres aux banquiers, aux spéculateurs, aux agioteurs. Il faut rompre avec la politique immigrationniste qui est la vôtre, rejeter la mainmise de l'OTAN et des Américains sur nos peuples. Il faut rompre avec le conformisme ambiant, le politiquement correct, la pensée unique.

Cette rupture, vous ne l'oserez jamais ; les vrais maîtres du pays ne vous y autoriseront pas. C'est pourquoi je refuse catégoriquement la confiance à votre gouvernement.

